

Le député de Simcoe-Est abordera plus tard un autre sujet, la recherche médicale. Qu'il me suffise de dire que nous ne faisons pas assez à cet égard. Le gouvernement a augmenté les subventions accordées à la recherche médicale et j'en félicite le ministre. Cependant, j'entrevois une grave pénurie de médecins dans notre pays parce que nous n'aidons pas à la recherche médicale comme nous le devrions. Nous n'avons pas assez de professeurs, ce qui fait que nous ne produisons pas assez de médecins. C'est un cercle vicieux.

Le député de Simcoe-Est, j'en suis sûr, signalera avec force détails que nous devons concentrer nos efforts sur la recherche médicale si nous voulons éviter une grave pénurie de médecins au pays. Nous devons faire quelque chose au sujet du personnel médical indépendamment de l'assurance frais médicaux. A cet égard, il faut, pour commencer, accroître l'aide à la recherche médicale. Sans me lancer dans les détails, je me demande sérieusement si ces crédits accordent un montant suffisant à cet égard.

Les observations du ministre sur le secrétariat et le Conseil de la recherche m'ont intéressé. Évidemment c'est un pas en avant. Après avoir analysé le montant accru dont il a parlé, je dois dire ceci: peu importe la façon dont nous envisageons la question et dont nous discutons les augmentations de pourcentage ou les augmentations globales, on est forcé de reconnaître qu'au cours de l'année écoulée, pour chaque dollar affecté au Canada à la recherche scientifique, les États-Unis en ont dépensé de \$10 à \$15 et le Royaume-Uni \$5. Je ne dis pas que nous ne progressons pas dans cette voie, mais il faut assurément encourager le ministre à donner son appui à l'activité du secrétariat et du Conseil de la recherche et à lui accorder plus d'argent.

Il sera fort intéressant de noter la proposition du ministre relativement à un nouveau programme général d'encouragement. Tout le monde espère, y compris les députés de l'opposition, que ce programme sera vraiment une réussite.

Hier, je n'avais pas remarqué que monsieur l'Orateur était encore au fauteuil et j'ignorais que des dispositions avaient été prises entre les leaders de la Chambre; voilà pourquoi je me suis levé pour faire ce discours. Peut-être mon esprit était-il occupé par des questions étrangères à la Chambre et ne savais-je pas exactement ce qui se passait. Alors que nous discutons des crédits provisoires, je me suis bel et bien levé pour faire un discours, pensant que nous étudions le budget des dépenses. A ce moment-là, j'ai parlé d'un autre sujet, la question portant sur les relations commerciales canado-américaine dont le mi-

nistre du Commerce a parlé avec tant de compétence.

J'espère pouvoir paraphraser correctement le ministre. Il a dit que nous devrions faire ce que nous n'avons pas fait assez souvent, tenir compte au Canada de la sélectivité et de la spécialisation dans nos programmes économiques, législatifs et sociaux. Je crois comprendre ce qu'il voulait dire. Nous laissons trop de décisions à la discrétion de notre grand voisin du Sud qui jouit du niveau de vie le plus élevé que le monde ait jamais connu. Les préceptes du bon sens et la tournure des événements indiquent la nécessité d'élaborer certains programmes économiques et sociaux. Personnellement, je crois que nous essayons parfois d'imiter le voisin en adoptant des programmes économiques et sociaux dont nous ne devrions pas nous mêler. A mon sens, les commentaires du ministre du Commerce concernant la nécessité pour le gouvernement et le secteur privé canadiens de tenir davantage compte de la sélectivité et de la spécialisation dans notre activité étaient d'une très grande importance. C'est pourquoi je trouve que la recherche scientifique, dont le ministre de l'Industrie est responsable, joue un rôle très important dans ces considérations d'ordre général.

Permettez-moi quelques brefs commentaires. Je n'ai pas l'intention d'engager un débat sur ce point, mais je crois que nous devrions adopter une attitude claire devant cette situation. Quoi qu'en dise le ministre des Finances, certains aspects de notre situation économique montrent que le gouvernement doit réduire ses dépenses pour freiner l'inflation. Il doit, pour ainsi dire, reviser le Livre bleu. J'en sais quelque chose vu mon expérience comme secrétaire parlementaire du ministre des Finances. Le député de Carleton m'a dit que lorsque le gouvernement doit réduire ses dépenses, la situation devient très difficile. C'est vrai car un grand nombre de dépenses sont d'ordre statutaire et ne peuvent vraiment pas être réduites. Par conséquent, il faut se tourner vers les secteurs moins importants pour réaliser des économies.

Le ministre a dit que pour réduire les dépenses du gouvernement afin de combattre l'inflation, il nous faudra réduire les dépenses dans le domaine de la recherche. Le ministre des Finances nous a dit que ces réductions ne sont pas considérables, mais je soupçonne que si le gouvernement n'avait pas suivi cette politique pour combattre l'inflation, l'augmentation des dépenses affectées à la recherche aurait été plus grande qu'elle ne l'est à l'heure actuelle. Certaines des mesures à court terme que l'on prend pour combattre l'inflation sont trop négligeables et arrivent trop tard. Nous commençons à nous rendre compte que ce genre de réduction ne peut pas être coordonné